



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3001
6 février 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !
LUTTE OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à la hausse des prix

**Augmentation
des salaires et
des pensions !**



VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS/VIA AFP

Minneapolis

**Une population
qui résiste**

Pages 2, 10

Medef

**Retour du smic
jeune ?**

Page 3

Logement

**La crise
s'aggrave**

Page 5

Leur société

• Medef : retour du smic jeune ?	3
• Un vieux rêve patronal	3
• Chômage : encore aggravé	3
• Logement : tableau accusateur	5
• Un toit, pas chez soi	5
• Prix : le ruissellement vers le haut	5
• Permis de conduire : circulez, il n'y a rien à voir !	5
• Police : la Sainte Alliance avec l'extrême droite	6
• Dunkerque : manifestation contre un crime raciste	6
• France Travail : en marche militaire	6
• Théâtre des Loges - Pantin : non à l'expulsion !	6
• Sans-papiers : ceux qui profitent de leur misère	7
• Saint-Denis : foyer en lutte	7
• Procès : travail dissimulé aux JO	7
• Crans-Montana : où sont la justice et la vérité ?	11
• Erika : 26 ans de pollution	11
• Pompiers - Nord : il faut embaucher !	11
• Capgemini : champion français... de la chasse aux étrangers	12
• Repas étudiants à 1 euro : c'est du flan !	12
• Haute-Marne et Aube : formations supprimées, jeunes sacrifiés	12
• Limoges : les « sans-train » expriment leur colère	12

Municipales 2026

• Meeting à Paris	3
• Les listes Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs	3
• Marie Ducruet à Chambéry	4
• Édith Duquesnoy à Onnaing	4
• Meetings avec Nathalie Arthaud	4
• Réunions publiques avec les têtes de liste	4

Dans le monde

• Gaza : nouvelle phase du massacre	8
• Israël : « la vie des Arabes compte ! »	8
• Ukraine-Russie : morts et blessés par millions	9
• Iran : Trump et Khamenei ennemis et complices	10
• États-Unis : l'ICE dans ses œuvres	10
• TotalEnergies : sanglants profits	16
• « Gardiens de la révolution » : hypocrisie européenne	16
• Film « Palestine 36 » : la révolte arabe	16

Dans les entreprises

• La Cellulose - Saint-Gaudens	13
• GXO - Angers	13
• Stellantis - Melfi (Italie)	13
• Eureco - Bergerac	13
• Port de Marseille	14
• Biocoop - Paris 19 ^e	14
• Brandt - Loiret	14
• SNCF - Orléans-Les-Aubrais	14
• Compagnies aériennes	15
• Air France	15

Agenda

• Fête à Metz	3
---------------	---

Minneapolis: vive la résistance et l'organisation de la population !

En envoyant sa police de l'immigration, la sinistre ICE, dans les villes dirigées par des Démocrates, Trump croyait pouvoir brutaliser et déporter les immigrés en toute impunité, et flatter sa base d'extrême droite. Il croyait pouvoir dresser les travailleurs les uns contre les autres et mettre tout le monde au pas. Cela ne se passe pas comme prévu, et c'est tant mieux !

Oh, les bandes de nervis masqués et armés jusqu'aux dents ont semé la terreur, et ce n'est pas fini ! À Minneapolis, les 3 000 policiers de l'ICE ont envahi les rues et multiplié les arrestations violentes. Portes de maison défoncées en toute illégalité ; vitres de voiture brisées ; personnes jetées à terre et molestées, femmes enceintes et personnes handicapées incluses ; descente dans un lycée ; arrestation d'un enfant de cinq ans... Les cow-boys de l'ICE ont multiplié les exactions.

Ils ont tué à bout portant une mère de famille de 37 ans, Renee Good, et un infirmier du même âge, Alex Pretti, qui tentaient tous deux de s'interposer et de protéger les immigrés. Ils les ont assassinés pour briser toute volonté de résistance. Mais celle-ci est là, et bien là !

La résistance qui gêne Trump et ses brutes racistes ne provient pas de la justice ou des autorités démocrates. Elle ne vient pas non plus des entreprises qui n'ont pas de scrupules à se mettre à la disposition de l'ICE. Un des fleurons français des services informatiques, Capgemini, a ainsi signé un contrat de plusieurs millions via sa filiale américaine pour donner la localisation des immigrés aux gros bras de Trump !

La résistance vient de la population elle-même, des habitants, du voisinage, de femmes et d'hommes qui pourraient continuer leur vie en fermant les yeux, mais ne supportent pas tant d'inhumanité.

Pour discréditer Renee Good et Alex Pretti abattus par les policiers, Trump les désigne comme des « *activistes et des professionnels de la rébellion* » et même comme « *de dangereux terroristes* ». C'est grotesque et les images de ces meurtres filmés en direct le prouvent.

La réalité que le milliardaire de la Maison Blanche veut cacher, c'est que la solidarité, ça existe ! Le racisme, le mépris et l'individualisme crasse sont revendiqués en haut de la société et donnent le ton sur les plateaux télé. Mais, dans les quartiers populaires où les travailleurs vivent

toutes origines mélangées, des liens de voisinage, d'amitié et de solidarité se tissent au jour le jour. Et ces liens-là sont plus forts que la propagande xénophobe.

Les manifestations contre l'ICE se multiplient aux États-Unis, et elles rassemblent de plus en plus de jeunes. Mais la mobilisation va au-delà du fait de manifester. Ce sont des voisins qui se serrent les coudes et qui se protègent mutuellement, quelles que soient leurs origines et leur situation, malgré la peur.

Au quotidien, les habitants font le guet, avertissent du passage de la police à coups de sifflet, s'interposent, filment les arrestations, manifestent devant les centres de rétention. Ils vont rassurer et réapprovisionner ceux qui se terrent de peur d'être arrêtés et déportés à des milliers de kilomètres de leur famille. Cela ne met pas un terme aux arrestations d'immigrés, mais cela rend les rafles massives bien plus difficiles.

Pour nous ici, c'est la démonstration de ce que peuvent faire des femmes et des hommes ordinaires à partir de leurs propres moyens. Oui, face à l'arbitraire de l'État, à l'autoritarisme grandissant et aux coups patronaux, bien des choses sont en notre pouvoir, à condition de ne pas rester isolés et de nous organiser !

Il y a dans la société bien plus de solidarité et de conscience que ce que l'on veut nous faire croire.

Aux États-Unis, mais ici aussi, de nombreux travailleurs ont compris que le racisme et les discours contre les étrangers et les musulmans n'ont qu'un but : diviser et affaiblir le monde du travail dans son ensemble. Les violences exercées contre les travailleurs immigrés servent à intimider tout le monde, à commencer par ceux qui auraient envie de revendiquer et protester contre toutes sortes d'injustices et contre l'exploitation.

C'est cette conscience d'être tous visés et de devoir réagir de façon unie qui peut nous protéger de l'évolution réactionnaire de la société. Car nous avons aussi ici, avec Retailleau, Le Pen et Bardella, nos propres petits Trump.

N'attendons rien de la justice ou des dirigeants politiques. Tout dépend de notre capacité d'agir.

Alors, partout dans le monde, mais aussi dans nos entreprises et nos quartiers populaires : vive la solidarité et le courage de ceux qui résistent à l'autoritarisme, au racisme, à l'exploitation !

Nathalie Arthaud



Manifestation contre l'ICE, le 24 janvier.

Medef: retour du smic jeune?

D'après les dossiers échangés entre dirigeants syndicaux et patronaux au cours d'une réunion tenue le 28 janvier, le Medef voudrait remettre à l'ordre du jour un sous-contrat de travail à destination des jeunes.

À l'entendre, le chef du Medef, Patrick Martin, serait très préoccupé par le chômage des jeunes – un jeune actif sur cinq – et le million et demi de 15-29 ans n'étant ni en emploi, ni en étude, ni en formation. Qu'a donc le patron des patrons à proposer à ces jeunes, mis sur le carreau par les économies dans l'éducation, qu'il approuve, et par les suppressions d'emploi causées par la soif de profit de

ses congénères ? Prenant en exemple l'Italie, il appelle à la mise en place d'un contrat de travail pouvant être rompu au cours des trois premières années, sans que le patron ait à fournir une quelconque explication, et avec des indemnités inférieures à la réglementation actuelle. Il suggère aussi un allongement de la période d'essai pour les jeunes qu'il considère comme « *peu ou pas qualifiés* », pendant



laquelle le salarié pourrait être licencié n'importe quand. Il ajouterait volontiers la suppression de l'obligation – déjà largement illusoire – de justifier le recours à l'intérim ou au CDD, ainsi que celle du délai de carence entre deux contrats et du plafond de 18 mois. Le projet patronal inclut également la possibilité de rémunérer certains jeunes en dessous du smic « *sur une durée limitée* » : 1 440 euros par mois pour vivre, pour les patrons, c'est encore trop !

Dans les faits, les jeunes sont déjà souvent obligés d'enchaîner CDD et missions d'intérim, parfois pendant des années, avant de pouvoir espérer une embauche en CDI. Mais le Medef veut aller encore plus loin, en institutionnalisant la précarité des jeunes, et certainement, après eux, de tous les salariés.

Le gouvernement a pris ses distances avec ce projet. Déjà fortement discrédité dans l'opinion populaire, il hésite sans doute à lancer une nouvelle offensive contre la jeunesse. Le patronat, lui, ne se gêne pas pour affirmer ses désiderata : faciliter les licenciements, le recours aux emplois précaires et baisser les salaires !

Sacha Kami

Chômage: encore aggravé

D'après les chiffres publiés le 29 janvier par le ministère du Travail, le nombre de personnes totalement privées d'emploi (catégorie A des statistiques) a augmenté de 2,6% au dernier trimestre de 2025 et de 6,8% sur l'année.

La hausse provient en partie de l'inscription, devenue automatique, des personnes au RSA et des jeunes notamment en contrat d'insertion. Sans compter ces deux catégories, il y avait 5 755 300 inscrits à France Travail en décembre 2025. Cette hausse du chômage est la conséquence de la politique patronale de suppression des emplois.

Ainsi, même sans cette réforme, il y aurait quand même eu une hausse de 1,7% pour l'année. La CGT a recensé 483 plans de licenciements entre septembre 2023 et décembre 2025, avec à la clé 107 562 emplois directs menacés ou supprimés, et

bien davantage en tenant compte des conséquences pour les intérimaires, les travailleurs sous-traitants, les fournisseurs, les transporteurs, les commerces du voisinage.

Parmi les travailleurs touchés, il y a ceux de 24 magasins C&A, des banques CCF et Société générale, de Tetra-Park, Arkema, Vencorex et Michelin. Dans l'automobile, Stellantis a inscrit une provision dans ses comptes de façon à les faire passer dans le rouge et justifier de nouvelles fermetures tandis que la papeterie normande Hamelin, qui emploie 3 000 salariés dans une vingtaine de pays, a mis

une de ses filiales en cessation de paiements.

Contrairement à ce que prétendent les ministres et toutes sortes de démagogues, ce ne sont pas les chômeurs qui sont responsables de ce gâchis social. Des millions de femmes et d'hommes ne demanderaient qu'à travailler, mais c'est le patronat qui les condamne à l'inactivité et les prive de ressources. Autre conséquence scandaleuse, partout, ceux qui gardent leur emploi se voient imposer de faire le travail de plusieurs. La répartition du travail entre tous sans diminution de salaire serait une nécessité dans l'intérêt de ceux qui ont un emploi, comme de ceux qui en sont privés. Cette mesure, il faudra l'imposer aux capitalistes et à l'État, qui est à leur service.

Jean Sanday

Un vieux rêve patronal

Ce n'est pas la première fois que le patronat cherche à obtenir la création de contrats de seconde zone pour les jeunes. En 1994, Édouard Balladur, Premier ministre de cohabitation sous Mitterrand, avait tenté de créer un « *contrat d'insertion professionnelle* » (CIP). Celui-ci prévoyait que les moins de 26 ans puissent n'être payés qu'à 80% du smic jusqu'au niveau bac + 3. Ce « *smic jeune* » dut être abandonné après un mois de manifestations mobilisant des dizaines de milliers de lycéens et étudiants.

Quelques années plus tard, en 2006, Dominique de Villepin, Premier ministre de Chirac, essayait à son tour d'instaurer un contrat réservé aux

jeunes, le « *contrat première embauche* » ou CPE. Il comportait une « *période de consolidation* » de deux ans durant lesquels le patron pouvait licencier sans justification. Alors que la loi avait été votée et promulguée, Chirac fut contraint d'annoncer qu'il ne l'appliquerait pas, sous la pression d'une mobilisation massive dans la jeunesse lycéenne et étudiante, qui rencontrait, en outre, un écho favorable dans le monde du travail.

S'il prend à Patrick Martin de pousser ses velléités d'appauvrir et de précariser un peu plus les jeunes travailleurs, on ne peut que lui souhaiter le même succès qu'à ses prédécesseurs...

Claire Dunois



Le 28 mars 2006, 40 000 manifestants à Rennes contre le CPE.

Meeting des listes Lutte ouvrière en Île-de-France

à Paris

Samedi 14 février à 15 heures

Avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Métro : Maubert-Mutualité - Entrée libre.

Fête régionale à Metz

Dimanche 22 mars à 11 heures
Centre d'activités et de loisirs (CALD)
de Plantières
2A, rue Mgr-Pelt à Metz Mettis

Les listes Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs

Aux élections municipales des 15 et 22 mars, les listes Lutte ouvrière, présentes dans 240 villes, seront les seules à exprimer les intérêts fondamentaux des classes populaires.

« Strasbourg on y croit », « Tous pour Nice », « Faire mieux pour Bordeaux » : comme à chaque scrutin, les partis qui aspirent au pouvoir promettent aux électeurs des lendemains

qui chantent. Le mensonge est encore plus flagrant à l'échelle municipale, car la crise qui frappe les classes populaires est générale. Partout, les travailleurs sont confrontés à l'aggravation

des conditions de travail, au chômage, à l'insuffisance des salaires et des pensions, au manque de logements et de moyens dans les écoles, la santé, les transports. Cette situation résulte de la guerre sociale que mène le grand patronat, avec l'aide des gouvernements, pour préserver et accroître ses profits malgré la crise du

système capitaliste. Cette crise alimente aussi une guerre commerciale mondiale qui menace de déboucher sur une guerre généralisée.

Les listes Lutte ouvrière dénoncent ces conséquences catastrophiques de la course au profit capitaliste. Contre la marche à la guerre, elles affirment que les travailleurs n'ont aucun intérêt commun avec leurs exploitants. Contre la dégradation des conditions de vie des classes populaires, elles disent que les milliards de bénéfices des grandes entreprises ont été créés par le monde du travail ; ils doivent lui revenir et permettre à tous de disposer d'un salaire, d'un logement,

d'avoir accès à la santé, à l'éducation.

Composées de travailleurs de toutes origines et de tous secteurs, sans notables ni professionnels de la politique, ces listes affirment que les travailleurs, unis, ont la force d'arracher le pouvoir à la minorité capitaliste qui met le monde en coupe réglée et de réorganiser la société dans l'intérêt de tous.

Les élections municipales ne changeront pas la vie des travailleurs. Mais elles sont l'occasion, pour celles et ceux qui refusent de continuer à subir, d'exprimer un point de vue de classe et d'affirmer la nécessité des luttes à venir.

Claire Dunois

Marie Ducruet à Chambéry

Je conduirai la liste Lutte ouvrière à Chambéry, en Savoie, la ville où j'ai grandi.

Plusieurs milliers de travailleurs rejoignent chaque jour la zone industrielle de Bissy. Qu'ils soient embauchés en CDI, en CDD, intérimaires, ou fonctionnaires, ils produisent, et cela va des confiseries aux pâtes en passant par la laine de verre ou encore aux roulements, et ils font fonctionner les services indispensables à la population : livrer le courrier, ramasser et trier les ordures, nettoyer le linge des hôpitaux...

L'ensemble des travailleurs de la ville voient leurs conditions de travail se dégrader, à cause de la course aux profits d'un côté et du fait des plans d'économie de l'autre. Tous aussi subissent des salaires trop bas pour vivre correctement de leur travail.

Dans la presse d'entreprise que nous diffusons à Bissy, nous dénonçons les sales coups des différents patrons et nous faisons vivre l'idée que tous les travailleurs appartiennent à un seul et même camp. C'est le sens de notre liste dans ces municipales.

Les promesses des politiciens ne rempliront



pas le frigo et ne nous protégeront pas du prochain conflit à venir. Mais construire, à l'échelle de la ville, un réseau de travailleurs conscients qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes est un premier pas indispensable pour mettre par terre ce système capitaliste qui nous fait la peau.

Édith Duquesnoy à Onnaing

Je conduis la liste Lutte ouvrière à Onnaing, dans le Nord, où je vis depuis ma naissance et où j'ai grandi dans un quartier ouvrier. Mon père a travaillé à la mine et en usine ensuite. Depuis vingt ans, je suis ouvrière sur les chaînes de production automobile à l'usine Toyota.

Avant même de connaître vraiment les idées communistes révolutionnaires, j'ai été d'accord avec l'idée que, puisque nous, les travailleurs, nous faisons et créons absolument tout dans cette société, c'est à nous de la diriger. En 2009, à l'usine, il y a eu une grève, j'en étais. J'ai vu dans les yeux du directeur sa crainte d'avoir en face de lui des travailleurs qui s'organisent et décident eux-mêmes.

En ce moment, il y a toute la réalité du capitalisme, l'ambiance va-t-en guerre, les guerres qui continuent aux quatre coins du monde. Et dans les médias, sur les réseaux sociaux et de la part de tous les politiciens, tous vont dans le même sens : pour nous diviser entre travailleurs et notamment entre travailleurs français et immigrés. Notre usine compte



des travailleurs maghrébins, maliens, sénégalais, turcs... et on forme une seule et même classe ouvrière pour fabriquer les profits faramineux du groupe Toyota. Et les patrons avec les politiciens à leur service voudraient en plus qu'on s'entretue entre frères de classe, qu'on serve de chair à canon toujours pour le profit des capitalistes ?

Ces élections peuvent être l'occasion de défendre et maintenir vivante cette idée que, face à l'ambiance lourde de danger, par-delà les frontières, les travailleurs forment une seule et même classe ouvrière et que la seule guerre qui vaut d'être menée est celle contre nos propres patrons, notre propre bourgeoisie qui sème déjà la guerre ailleurs.

Meetings avec Nathalie Arthaud

Lille

Mardi 3 mars à 19h

Salle du Gymnase

Lyon - Villeurbanne

Jeudi 5 mars à 19h

Centre culturel et de la vie associative
234, cours Émile-Zola - Villeurbanne

Toulouse

Vendredi 6 mars à 19h

Salle du Sénéchal
Métro Capitole

Bordeaux

Samedi 7 mars à 15h

Théâtre Le Trianon
6, rue Franklin

Nantes

Jeudi 12 mars à 19h

Salle Nantes-Erdre
251, route de Saint-Joseph



PHOTOS LO

Réunions publiques avec les têtes de liste

Strasbourg

Vendredi 27 février à 18h30

Maison des associations,
1a place des Orphelins

Orléans

Samedi 28 février à 16h

Salle des Chats-Ferrés,
3 bis, rue des Chats-Ferrés

Tours

Mercredi 4 mars à 18h30

Centre de vie du Sanitas,
10, place Neuve

Logement: tableau accusateur

«Sur le front du mal-logement, le tableau s'est encore assombri», constate la Fondation pour le logement des défavorisés, ex-Fondation abbé Pierre, dans son rapport annuel. C'est en particulier le cas du logement dit social.

Alors que la demande n'a jamais été aussi élevée – il y a plus de 2,8 millions de dossiers en attente –, les chances d'obtenir un logement en HLM n'ont jamais été aussi faibles. Une seule demande sur dix, formulée au cours de l'année, a obtenu une

réponse favorable en 2024, contre une sur six en 2017. Jamais les ménages ayant un logement n'ont été autant condamnés à la précarité énergétique, ainsi qu'aux bouilloires thermiques l'été quand les canicules se multiplient. Les loyers pèsent de

plus en plus sur les budgets des milieux populaires et les APL sont déconnectées de la hausse des loyers. Les HLM doivent prendre sur leur budget pour payer une partie des APL à la place de l'État, aux dépens du financement de nouveaux logements : 85 000 HLM ont été construits en 2024, loin d'être tous à des loyers abordables, contre 124 000 en 2016. Un plan de relance de la construction a bien



été annoncé, mais «focalisé sur l'ampleur des aides fiscales nouvelles à accorder aux bailleurs privés, qui se plaignent d'une baisse de

leurs rendements locatifs».

Les milieux populaires continuent de s'appauvrir : on compte près de 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Davantage de ménages ont recours à l'aide des proches, voire à l'aide alimentaire. Même si c'est bien loin de son orientation politique, ce 31^e rapport sur le mal-logement atteste, comme les précédents, de la façon dont le capitalisme accroît la crise du logement et de la nécessité de construire une société qui aurait pour objectif de satisfaire les besoins de la population.

Jean Sanday

Un toit, pas chez soi

Parmi le million de personnes privées de logement personnel, certaines sont à la rue, vivent dans un squat, un bidonville ou en hébergement d'urgence, d'autres sont hébergées chez un tiers.

C'est à cette dernière situation que le rapport annuel sur le mal-logement consacre une étude

particulière.

Sans être en général la plus dramatique des situations, l'hébergement chez autrui entraîne des relations bien particulières, entre entraide, dépendance et exploitation.

Parmi les demandeurs d'un logement en HLM, 336 000 ont trouvé une solution provisoire au sein

de leur famille et 192 000 en dehors. Quant aux ménages prioritaires au titre du droit au logement opposable (DALO) mais qui n'en trouvent pas, 36 % sont hébergés chez autrui.

Au total, près de 600 000 personnes, à mettre en regard de l'action de l'État qui n'accueille que 300 000 personnes dans les

hébergements d'urgence. La privation d'un logement personnel est la conséquence de l'insuffisance de l'offre de logements privés abordables, de la file d'attente pour un logement en HLM, et de la saturation des hébergements d'urgence.

J. S.

Prix: le ruissellement... vers le haut

Au 1^{er} février encore, certains prix ont augmenté. Lentement mais sûrement, les charges qui pèsent sur les budgets populaires s'alourdissent.

Ainsi les frais bancaires, qui font partie des dépenses obligatoires des travailleurs, augmentent de 3 %, selon l'enquête annuelle de l'association de consommateurs CLCV. Cela s'ajoute à l'augmentation de 2025, déjà de 3 % en moyenne, mais de beaucoup plus pour les frais de tenue de compte qui, après +8 % l'an dernier,

augmentent de 6 % au 1^{er} février 2026. Les péages d'autoroute augmenteront, eux, de 0,86 % en moyenne, de même que certains paquets de cigarettes.

Le gouvernement tempère en communiquant largement sur une baisse des factures d'électricité, qui sera très loin de compenser les hausses vertigineuses

de ces dernières années, mais oublie la hausse continue des prix des produits alimentaires. Chacun peut le constater : les salaires n'augmentent pas aussi vite que le coût de la vie.

Mais l'argent des ménages populaires ne disparaît pas. Il ne sert pas non plus à augmenter les salaires des travailleurs des autoroutes ou des employés de banque, ni ceux des travailleurs de la grande

distribution. Il enrichit directement les patrons des grandes entreprises qui fixent les prix. Les péages alimentent les profits des grandes sociétés d'autoroutes, Vinci, Cofiroute, et autres ; les frais bancaires arrivent directement dans les coffres-forts de la BNP, de la Société générale, du Crédit mutuel ; les prix dans les grandes surfaces enrichissent les industriels de l'agro-alimentaire et de

la grande distribution. Autrement dit, l'augmentation des prix sort de la poche des familles ouvrières pour enrichir encore le très grand patronat.

Contrairement à un mythe largement relayé, ce ne sont pas les grands patrons qui permettent aux travailleurs de vivre, c'est toute la population laborieuse qui est rackettée pour gonfler les profits des capitalistes.

Camille Paglieri

Permis de conduire: circulez, il n'y a rien à voir!

Un amendement au budget, voté en catimini par les sénateurs, supprime pour un grand nombre de travailleurs la possibilité de financer l'obtention du permis de conduire en utilisant leur compte personnel de formation (CPF).

Désormais, la possibilité d'utiliser le CPF ne sera plus accordée qu'aux demandeurs d'emplois ou en cofinancement avec l'entreprise, sans qu'on sache très bien à quelle hauteur et sous quelles modalités. La restriction va au-delà puisque l'aide de 500 euros aux apprentis inscrits aux cours de conduite disparaît également et que le dispositif d'aide de 1 200 euros par

France Travail, pour passer le permis, devrait être supprimé le 1^{er} avril prochain.

Avoir le permis B est indispensable pour trouver du travail dans bien des secteurs ruraux et des petites villes, et même dans les grandes agglomérations, mieux desservies en transports en commun ; c'est un critère de recrutement des agences d'intérim et de nombreux employeurs. Le

permis B, qui revient en moyenne à 1 500 à 2 000 euros, est la première formation demandée via le CPF. En 2023, il représentait 23 % des formations financées, soit 1,5 million de demandes.

Les sénateurs qui ont présenté cet amendement, et le gouvernement qui l'a intégré au budget, osent justifier la suppression de cette possibilité au prétexte qu'elle « crée un effet d'au-baine » et ne servirait pas vraiment à l'insertion des chômeurs car une majorité de ceux qui utilisent leur compte formation pour

financer leur permis ont déjà un emploi ! Le salaire dudit emploi, et les dépenses qu'il permet ou non de couvrir, n'ont visiblement pas été évoqués.

L'enseignement de la



conduite et sa validation devraient faire partie des programmes scolaires. En attendant, pouvoir utiliser le CPF à cet effet serait bien le moindre des choses.

Nadia Cantale

Police : Sainte Alliance avec l'extrême droite

Samedi 31 janvier, le syndicat majoritaire Alliance-Police nationale appelait ses troupes à manifester dans une vingtaine de villes. Pour dénoncer le manque de moyens et d'effectifs, Alliance appelait aussi les citoyens à soutenir le « combat de la police contre l'insécurité et l'impunité ».

Il n'y a eu nulle part de raz-de-marée. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté au total en France. Les organisateurs avancent le chiffre de 15 000 à 20 000 manifestants à Paris, sans que la Préfecture en ait fait connaître d'autres. Peut-être pour ne pas se contredire entre collègues...

L'appel à manifester d'Alliance, classé à l'extrême droite, n'avait rien d'inédit. Il n'est cependant pas anodin qu'un syndicat de police se pose en pôle de contestation et que des policiers agissent, en dehors de leur service, pour s'adresser à la population en distribuant

des tracts, à la sortie du métro ou devant les gares. La concurrence syndicale dans les commissariats – puisque 2026 sera une année d'élections professionnelles – n'est sûrement pas étrangère à l'opération. Mais surtout, en pleine campagne pour les élections municipales, les cortèges du 31 janvier s'inscrivaient dans la démagogie sécuritaire qui a le vent en poupe et dont Alliance est un des chefs de file. À Paris, Sarah Knafo, la candidate à la mairie de Re却onquête, le parti de Zemmour, et le candidat du RN, Thierry Mariani, étaient en tête de cortège avec Marion Maréchal et Dupont-Aignan pour

dénoncer une justice préten-dument laxiste et des policiers bridés par le manque de moyens.

Face au caractère politique indiscutable des manifestations, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, a répliqué par une tribune dans *Le Journal du dimanche* – un hebdomadaire de la galaxie Bolloré classé à l'extrême droite – pour rappeler que le budget 2026 se montrait généreux pour la police. Il a surtout redit son amour inconditionnel pour ses troupes : « *Les policiers ont tout mon soutien et ils le savent bien. [...] Voilà des années que je le leur manifeste, et pas seulement le samedi.* » Nunez lui-même n'est pas d'extrême droite, mais, comme tous les ministres de l'Intérieur, il ménage et couvre les forces de répression.

Des commissariats miteux et des véhicules

fatigués sont certainement le quotidien de bien des policiers. Car si beaucoup de politiciens ne sont pas avares de discours sécuritaires démagogiques, quand ils sont au gouvernement, ils arrosoft de milliards les classes riches et le grand patronat au détriment de tout le reste, sans égards particuliers pour ceux qui défendent l'ordre social.

La vie dans les quartiers populaires est rendue de plus en plus difficile par le

développement de la délinquance liée à la montée de la misère. Mais ce n'est certainement pas la politique de la matraque qui pourra apporter des solutions. Au contraire, elle est lourde de menaces contre les travailleurs eux-mêmes, comme l'a rappelé le tabassage à mort par des policiers, à la mi-janvier, d'un homme, El Hacen Diarra, dans le vingtième arrondissement de Paris.

Boris Savin



Rassemblement en hommage à El Hacen Diarra, tué par la police.

CAPTURE D'ÉCRAN INSTAGRAM

Dunkerque : manifestation contre un crime raciste

Le 31 août 2024, Djamel Bendjaballah, éducateur apprécié auprès d'enfants en difficultés, était percuté à Cappelle-la-Grande, près de Dunkerque, par une voiture conduite par Jérôme Décofour. Ce n'était pas un tragique accident de la route, mais un meurtre raciste.

Immédiatement après le choc, selon des témoins, Décofour a écrasé à trois reprises Djamel, cela sous les yeux de sa fille de 10 ans.

Membre militant d'un groupe fasciste et raciste,

les Brigades françaises patriotes, Décofour harcelait depuis des années Djamel, qui vivait avec son ex-compagne.

À plusieurs reprises, Décofour s'était répandu en provocations antimusulmanes et en injures racistes, et Djamel avait déposé plusieurs plaintes au commissariat de police qui, toutes, avaient été classées sans suite. Cela ne pouvait qu'encourager Décofour à aller plus loin.

La justice n'a retenu contre Décofour que l'inculpation d'homicide sans circonstance aggravante

de crime passionnel. Et la juge d'instruction, à la suite de la procureure de Dunkerque, a refusé la constitution en partie civile des associations antiracistes qui soutiennent la famille de Djamel et demandent, comme celle-ci, la requalification du meurtre en crime raciste.

Une fois de plus, le samedi 31 janvier, de nombreux manifestants ont clamé cette exigence devant le palais de justice et dans les rues de Dunkerque. Pour la mémoire de Djamel, contre le racisme.

Serge Viard

Théâtre des Loges – Pantin : non à l'expulsion !

France Travail : en marche militaire

Le ministre du Travail a annoncé, le 21 janvier, la création d'une « Force spéciale », commune à France Travail et à la Direction générale de l'armement, qui sera dirigée par un général d'armée. Tout un programme.

Son but serait à la fois de diriger les chômeurs vers une industrie de l'armement en expansion et

d'inciter les salariés de France Travail à devenir réservistes.

Ces derniers sont l'objet d'une opération séduction avec la promesse d'une valorisation et du maintien du salaire pendant les périodes d'engagement...

Ils sont également priés de rappeler aux privés d'emploi qu'en s'engageant dans l'armée, ils

peuvent cumuler leur allocation chômage et une indemnité de réserviste.

Alors que même les chiffres officiels du chômage remontent, le gouvernement se prépare à une guerre, qui commence par la tentative de faire marcher au pas la population avec ou sans emploi.

Camille Paglieri

Dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine, la municipalité de Pantin et la communauté de communes Est-Ensemble, en Seine-Saint-Denis, ont décidé, sans concertation, la destruction du Théâtre des Loges.

Le lieu participe aux animations du quartier, accueille les publics scolaires et des cours pour adultes, ainsi que d'autres événements et est volontiers mis à la disposition des associations. Mais le plan de rénovation urbaine envisagé ne

tient pas compte de tout cela.

La troupe appelle donc à une révision du projet. Femmes et hommes ne vivent pas que de pain. Ils ont aussi besoin de culture et d'évasion !

Correspondant LO

La troupe du Théâtre des Loges lance une pétition en ligne : <https://c.org/XvmJg-kD78> et appelle, samedi 14 février, à une marche de protestation qui partira à 14 heures du théâtre, 49, rue des Sept-Arpents, à Pantin.

Sans-papiers: ceux qui profitent de leur misère

Les obstacles que doivent affronter les immigrés pour obtenir des papiers ne plongent pas seulement ceux-ci dans le désespoir. Ils sont aussi source de profits pour certaines entreprises.

Parmi celles-ci, la société France Accès propose aux sans-papiers de « faciliter les démarches administratives » moyennant finance. Prise de rendez-vous en préfecture, constitution de dossier, suivi administratif sont autant de démarches pour lesquelles des syndicats ou des associations peuvent proposer bénévolement leur aide. Leur communication est cependant moins visible que celle de France Accès, dont l'agence située au départ

du tramway à la station Saint-Denis-Porte-de-Paris ne peut qu'attirer l'œil des nombreux sans-papiers qui fréquentent le lieu. Il y a 21 agences du même type en région parisienne et dans l'est de la France.

Il y a quelques années, les demandeurs faisaient la queue à la porte des préfectures comme celle de Bobigny en Seine-Saint-Denis et s'installaient la nuit bien avant l'ouverture des portes. Depuis, la prise de

rendez-vous ayant été dématérialisée, les trafiquants en ont fait un commerce, veillant 24 heures sur 24 pour les préempter et les revendre de 50 à 500 euros. Ce marché de la misère ne pouvait rester longtemps ignoré d'entreprises ayant pignon sur rue. C'est le cas pour France Accès dont le dirigeant est un ancien conseiller régional d'Île-de-France, proche de Benoît Hamon, qui avait dû démissionner de son mandat en 2019 après avoir obtenu pour son entreprise de formation un marché public destiné à la lutte contre la radicalisation au moyen du sport.

Saint-Denis: un foyer en lutte

Sous prétexte de rénover le foyer de travailleurs migrants David Siquieros, situé dans la cité Allende à Saint-Denis, Adoma (anciennement Sonacotra) a prévu de détruire la tour de 13 étages qui compte 304 logements.

Ce projet, décidé sans aucune concertation avec les habitants, prévoit l'éviction de nombreux résidents. Réunis en assemblée générale le 27 janvier, les habitants du foyer ont décidé de bloquer le chantier. Des militants de la cité Allende voisine qui, au travers de leur collectif, avaient mené des batailles contre leur bailleur, sont venus les aider à s'organiser ainsi que d'autres militants du Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf).

Les chambres de ce foyer sont plus petites que les cellules de prison : elles

mesurent 7 m², ne sont pas isolées de leurs voisines et les locataires payent 350 euros par mois. Les conditions d'hygiène y sont déplorables en particulier dans les douches et les toilettes communes, et les ascenseurs ne fonctionnent pas.

Adoma n'a prévu de reloger que 110 résidents sur le site et 100 dans un autre foyer de Saint-Denis. Non seulement on est loin des 304 logements, mais ce bailleur dit social feint d'oublier qu'en plus, nombre de personnes sont hébergées sur place depuis des années par

les résidents, et qu'il n'y a aucune raison qu'elles se retrouvent à la rue. Les nouveaux logements seront tout sauf un espace de liberté puisque les locataires n'auront qu'une clé non reproducible, ils devront aussi faire enregistrer leurs visiteurs et auront l'interdiction d'héberger quiconque. Tous les lieux de vie communautaire, les salles de réunion et les cuisines collectives seront supprimés et, c'est un comble, les loyers augmenteront jusqu'à 500 euros !

C'en était trop et les résidents ont décidé de bloquer le démarrage des travaux en attendant d'avoir des garanties de relogement pour tous. Adoma avait prévu de commencer le chantier le jeudi 29 janvier en demandant aux résidents de débarrasser le parking. Dès cinq heures du matin, ceux-ci étaient nombreux sur le pied de guerre. Ils ont mis en place un barrage humain et ont été rejoints plus tard par de nombreux soutiens. Deux assemblées générales se sont tenues : l'idée d'étendre le mouvement aux autres foyers et cités alentour fait son chemin et un comité de soutien a été créé.

Depuis, tous les matins, les résidents et les soutiens se retrouvent pour un petit-déjeuner, prêts à réagir en cas d'arrivée d'entreprises. La lutte ne fait que commencer.

Correspondant LO



Manifestation en 2023.

Le gouvernement, obsédé par la chasse aux immigrés, multiplie les obstacles à l'obtention de titres de séjour. Les derniers en date sont l'attestation du niveau de langue et l'examen civique, qui impose de répondre à des questions devant lesquelles bien des Français « de souche » seraient embarrassés. Cela aussi fait le miel de telles entreprises. Il s'y ajoute toutes les difficultés relevant du simple comportement des

administrations. À Saint-Denis par exemple la sous-préfecture avait commencé en 2024 par filtrer les entrées en envoyant des agents demander les papiers à travers les grilles.

Ainsi, même la détresse des sans-papiers peut faire le profit de margoulin ayant pignon sur rue. Un système pourri ne peut que nourrir des rapaces prêts à s'abattre même sur les plus démunis.

Daniel Mescla

Procès: travail dissimulé aux JO

Le 2 février a commencé au Tribunal de Bobigny le procès d'un réseau d'entreprises sous-traitantes du bâtiment ayant œuvré sur les chantiers des JO 2024, en particulier pour la construction du village des athlètes.

Elles sont accusées de travail dissimulé et d'emploi de travailleurs sans-papiers. Les vingt et un prévenus sont essentiellement des prénoms. Mais deux entreprises sous-traitantes, GTC et RBC ont pignon sur rue et le donneur d'ordre, GCC, fait partie des dix premiers groupes du BTP.

L'affaire est ancienne, dès 2022 des travailleurs avaient alerté la CGT sur leur situation et, en mars de la même année, l'inspection du travail avait constaté la présence d'ouvriers non déclarés et sans titre de travail. Au moins neuf sociétés écrans, gérées par des hommes de paille, liées à un réseau mafieux, faisaient passer les travailleurs d'une entreprise à l'autre, sans contrat d'embauche ni souvent de bulletin de paie et dans des conditions de travail épouvantables.

Toutes les heures effectuées n'étaient pas payées ; l'ordinaire, c'était les horaires interminables, pas de congés, pas de déclaration d'accident du travail, pas

d'indemnisation, simplement le retour du travailleur à un poste après guérison. Depuis, certains travailleurs ont été régularisés, mais en grande partie suite à une grève sur un des chantiers. Dix-huit travailleurs africains identifiés comme victimes sont appelés à témoigner.

À part les hommes de paille, un responsable de RBC et trois personnes travaillant chez le donneur d'ordre GCC, ainsi que ce groupe lui-même en tant que personne morale, sont poursuivis. De son côté, GCC a déposé plainte contre un de ses sous-traitants et se considère comme une victime du système !

L'Urssaf réclame 8 millions d'euros, mais l'État et ses préfets multiplient les obstacles à la régularisation des sans-papiers. C'est bien l'ampleur du chantier, sa médiatisation, et la résistance de certains travailleurs qui ont attiré l'attention sur des situations qui sont en fait très répandues, dans le BTP en particulier.

Sylvie Maréchal

Gaza : nouvelle phase du massacre

Le point de passage de Rafah, rouvert le 1^{er} février entre la bande de Gaza et l'Égypte, n'apporte qu'une maigre respiration à une infime partie des Gazaouis, qui tentent de survivre dans le territoire écrasé par l'armée israélienne.

En principe, la deuxième phase du « plan de paix » de Trump était censée débuter après la restitution du corps du dernier otage israélien. La réouverture d'un point de passage vers l'Égypte est donc effective... sur le papier. Le 2 février, seules une vingtaine de personnes ont pu franchir la frontière, des malades tentant d'obtenir des soins en Égypte et, dans l'autre sens, une poignée de Gazaouis autorisés à retrouver les leurs au milieu des ruines. Les deux gouvernements, celui de Netanyahu comme celui d'al-Sissi, n'autorisent qu'un nombre infime de passages. C'était un trajet « humiliant », ponctué de fouilles « minutieuses », raconte l'une des voyageuses à un journaliste. « *Les Israéliens nous ont interrogés, ils nous ont tout confisqué. Ils ne nous ont laissé que des vêtements. [...] Tout est interdit, la nourriture, l'eau, les parfums. Nous n'avons pas pu* rapporter le moindre cadeau pour nos enfants ».

Mais si la nécessité d'obtenir des soins, alors que toutes les structures de santé ont été détruites à Gaza, contraint de nombreuses familles gazaouis à tenter d'obtenir une autorisation de passage, les autorités égyptiennes elles-mêmes ont, à de multiples reprises, affirmé qu'elles s'opposaient à toute arrivée massive de Palestiniens.

Pourtant, la situation de ces derniers reste invivable sur moins de la moitié du territoire, entre la « ligne jaune » et la mer, sur laquelle l'armée israélienne les enferme, en occupant et en leur interdisant l'autre partie. À la rudesse de l'hiver, au dénuement total des familles sous les tentes ou les abris, à l'absence de vivres, d'eau et de médicaments, s'ajoutent les tirs et bombardements quasi quotidiens de l'armée israélienne. Elle a tué environ 500 habitants depuis



Gaza : un camp de déplacés le long de la côte.

l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. À titre d'avertissement, à la veille de la réouverture du poste-frontière de Rafah, le 31 janvier, dix personnes ont été tuées dans la ville de Gaza, d'autres encore dans le Sud à Khan Younès, dont sept membres d'une famille dans leur tente. Près de la côte, où se sont réfugiés nombre de déplacés, une bombe a été lâchée sur un abri habité. Un organisme de premiers secours chiffre à 32 le nombre de morts de cette

seule journée.

Devant l'évidence et les preuves documentées du massacre auquel elles se sont livrées après le 7 octobre 2023, les autorités israéliennes ont fini par reconnaître avoir tué plus de 71 000 Gazaouis. C'est cependant sans compter le nombre des corps encore ensevelis dans les ruines, sans compter non plus les victimes « indirectes » de blessures et de maladies non soignées, et de sous-nutrition.

Le gouvernement Neta-

nyahou maintient aussi son interdiction d'exercer à l'ONG Médecins sans frontières, sommée d'avoir cessé toute présence à la fin du mois. Comme il bloque presque totalement l'aide humanitaire aux frontières, y compris au poste de Rafah, le pouvoir de Netanyahu et son complice, l'agent immobilier Trump, pressé de bâtir sa « riviera » à Gaza, préparent méthodiquement l'asphyxie de toute une population.

Viviane Lafont

Israël : « la vie des Arabes compte »

Alors que se poursuivent les bombardements de l'armée israélienne sur Gaza et les exactions des colons en Cisjordanie, le gouvernement d'extrême droite Netanyahu-Ben Gvir doit affronter une nouvelle vague de contestation.

Le 31 janvier, des dizaines de milliers d'Arabes et de Juifs israéliens, hommes et femmes côté à côté, ont défilé à Tel-Aviv lors de la Marche des drapeaux noirs, symbole du deuil et de la révolte contre la criminalité qui ravage les localités arabes. Les manifestants dénonçaient un pouvoir communautariste, ségrégationniste, les quartiers abandonnés, les forces de l'ordre répressives envers la population mais indifférentes à la prolifération des bandes qui pourrissent la vie des quartiers les plus pauvres.

Dans la foule des manifestants, petits commerçants et ouvriers brandissaient de nombreuses pancartes en hébreu et en arabe : « Notre sang n'est pas bon marché ! », « Nous voulons vivre ! », « Assez de l'abandon et du crime ! », « La police et le gouvernement sont complices ! », « Arab Lives Matter » (la vie des Arabes compte) était le

slogan central en tête de cortège. Des familles de victimes y brandissaient les portraits de leurs proches.

Cette mobilisation prolonge la grève déclenchée mi-janvier dans la ville de Sakhnin, lorsque des commerçants ont refusé de payer le racket des gangs. « *Ils tirent sur nos vitrines pour nous faire peur, mais on ne cédera pas !* » racontait Ali Zbedat, propriétaire d'un supermarché. En quelques jours, des travailleurs des cliniques, des écoles et des services municipaux ont rejoint le mouvement. Le 22 janvier, à l'appel du Haut Comité de suivi, regroupement des représentations des Arabes israéliens, la grève s'est étendue à des dizaines de localités arabes.

À Sakhnin des milliers de manifestants ont bloqué les routes et marché vers les postes de police en criant : « Ben Gvir, ton silence tue ! »

Les Arabes palestiniens d'Israël, près d'un cinquième



À Tel-Aviv, sur la place des Otages le 31 janvier. « Nous voulons vivre ! »

de la population, vivent dans des villes sous-financées où pauvreté et criminalité prospèrent. Les victimes sont presque toutes arabes ; les enquêtes sont rarement menées à terme. En 2025, plus de 250 meurtres ont été recensés dans ces communautés ; en ce début 2026, on compte déjà 27 homicides, en un mois seulement. « *Quand c'est un jeune Juif, la police intervient tout de suite. Pour nos fils, personne ne vient* », déplore une mère de Taybeh. À Tel-Aviv, des travailleurs juifs ont pris part à la marche. « *Leur sang n'est pas bon marché, pas plus que le nôtre* », expliquait une infirmière de Haïfa.

De Sakhnin à Tel-Aviv, des travailleurs arabes et juifs tentent aujourd'hui de se faire entendre. Ensemble ils refusent de se résigner à la misère, à la peur et à la division.

Christian Chavaux

Ukraine-Russie : morts et blessés par millions

Fin janvier, le CSIS, un grand centre d'études stratégiques internationales, a publié un bilan chiffré des pertes humaines en Ukraine, depuis bientôt quatre ans que dure cette guerre. Les chiffres additionnés des morts et blessés des deux camps approchent deux millions, et encore pour les seuls militaires.

Le CSIS a publié son étude alors que des pourparlers se poursuivent entre représentants russes, ukrainiens et américains. S'agit-il de fournir des « arguments » aux négociateurs, voire d'accompagner les pressions de Trump sur tel ou tel belligérant ? En tout cas, le CSIS a souligné, à propos de la Russie, qu'« *aucune grande puissance n'a connu un nombre de pertes aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale* ». Sans doute, puisqu'elle a « *subi environ 1,2 million de pertes (tués, blessés et disparus) et jusqu'à 325 000 morts depuis février 2022* », date du début de « l'opération militaire spéciale » de Poutine.

Au passage, on remarquera que la réalité des chiffres est loin de conforter l'image que rabâche la propagande miltariste en France et en Europe occidentale, celle d'une Russie surpuissante, prête à avaler d'autres pays du continent après l'Ukraine, alors que son armée n'y progresse que lentement et au prix de pertes énormes.

Et le CSIS enfonce le clou, en expliquant ce bilan par « *l'incapacité de la Russie à mener des opérations inter-armes [...] des tactiques et un entraînement médiocre, la corruption, un moral bas et [...] une guerre qui favorise la défense* » ukrainienne.

Les stratégies et l'état-major ukrainien en profitent, peut-être, mais pas la population ni les soldats ukrainiens. En

effet, dit le CSIS, ces derniers « *ont probablement subi entre 500 000 et 600 000 pertes, incluant les tués, les blessés et les disparus, et entre 100 000 et 140 000 décès* ». En valeur absolue, c'est deux fois moins que pour l'armée russe. Mais, rapporté à la population de chaque pays – 140 millions de Russes, 40 millions d'Ukrainiens en 2022, moins tous ceux qui ont fui à l'étranger – le bilan de cette guerre dans laquelle le camp impérialiste a poussé l'Ukraine est particulièrement effroyable pour sa population.

Fuir la guerre

À peine nommé, le nouveau ministre de la Défense ukrainien – le précédent ayant été renvoyé pour cause de corruption – vient de fixer un « *objectif stratégique* » à ses troupes : tuer 50 000 Russes par mois. Mais avec quelles armes et avec qui pour les tenir ? La vice-Première ministre ukrainienne chargée de la Culture constate que si son pays comptait 10 millions de jeunes voici quatre ans, 2,4 millions ont disparu depuis, réfugiés dans des pays voisins, telle l'Allemagne où leur nombre a décuplé en quelques mois. L'Allemagne vient d'annoncer qu'au 1^{er} février elle divisait par trois les allocations aux réfugiés ukrainiens ; la Pologne a pris une mesure identique. Mais il faut croire que cela n'incite pas de nombreux jeunes Ukrainiens à revenir risquer leur vie au pays. Pour quels



SERGEY BOBOK AFP

Après un bombardement à Kharkiv, le 3 février.

intérêts d'ailleurs quand, chaque semaine ou presque, éclatent des scandales de corruption impliquant des dirigeants, profiteurs d'une guerre à l'abri de laquelle ils se tiennent eux et leurs proches ?

Le président Zelensky, que ces scandales n'épargnent pas, voudrait redorer son blason en intimant à son nouveau ministre de la Défense de mettre un terme à la « *bussification* ». Il s'agit de ces rafles de rue où les sbires des centres de recrutement embarquent de force des réfractaires, provoquant l'opposition violente de la population. Mais, l'armée de Zelensky manque de chair à canon, sa directive « *anti-bussification* » n'est donc qu'une posture qui ne changera rien.

En Russie, le régime de

Poutine peine lui aussi à trouver des hommes qui acceptent d'aller combattre pour lui. La carotte – surtout des primes représentant des mois de salaire à la signature du contrat mais aussi en cas de blessure ou de mort au combat – qu'agitaient les autorités pour recruter n'est apparemment plus aussi efficace. Et d'abord dans les régions pourvoyeuses, les plus pauvres, celles où des hommes des classes populaires s'engageaient pour assurer une vie meilleure à leur famille.

Adversaires et jumeaux

Du fait de la crise dans laquelle la guerre enfonce l'économie russe, les régions périphériques ont de moins en moins les moyens de proposer les mêmes primes d'engagement qu'auparavant. Et cela se voit. Récemment, un scandale a éclaté dans le Grand Est où plus de 100 conscrits – donc censés ne pas devoir partir en Ukraine – ont été contraints par leurs officiers à coups d'arguments frappants de signer un engagement d'un an et demi, coincés qu'ils étaient dans le train les emmenant à leur lieu d'affectation. Quand ils ont voulu se rétracter, menaces, coups et tortures ont redoublé. Mais leurs familles ayant été alertées, des médias en ont parlé, et le service de presse de la Défense a dû promettre que les « *responsables seront poursuivis* »... Qui peut y croire ?

En multipliant les

condamnations à des années de prison pour terrorisme ou apologie du terrorisme même des jeunes de 14 ans ayant critiqué cette guerre, le Kremlin cherche à museler par la terreur toute expression d'une pensée contestataire. Et l'intensification de la répression dit bien que le régime ne se fait aucune illusion sur les sentiments de la population.

Dans les couches populaires, même celles qui ne voulaient pas se croire concernées par ce qui se passe en Ukraine, tout le monde voit bien que les prix s'envolent, alors que les salaires stagnent. Et s'il y a quelques mois encore, certains nourrissaient l'espoir d'améliorer leur sort en changeant d'emploi – avec plus d'un million d'hommes sous les armes, des emplois étaient vacants –, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Et dans certaines régions, comme dans celle d'Oulianovsk sur la Volga, du fait de la crise, de financements publics accaparés par la machine de guerre, on voit de grandes entreprises fermer et licencier. Et même à Moscou, on commence à parler de licenciements sur fond de salaires réduits.

Cette guerre, Poutine et son régime la mènent contre l'Ukraine mais aussi contre leur peuple, contre leur classe ouvrière. En cela, le Kremlin n'agit en rien différemment de la rue Bankova, où siège à Kiev l'administration présidentielle de Zelensky.

Pierre Laffitte



Le corps d'un soldat russe recouvert par la neige, à Kharkiv.

Iran: Trump et Khamenei, ennemis et complices

Après avoir promis aux Iraniens une aide s'ils manifestaient, puis détourné le regard pendant que les pasdarans massacraient les manifestants, Trump a déployé une armada pour obliger le régime à négocier un accord sur le nucléaire.

Après un concours de propos belliqueux, Trump menaçant de bombarder l'Iran, l'ayatollah Khamenei promettant de riposter par une guerre régionale, le président iranien Pezechkian a autorisé l'ouverture de négociations, qui pourraient démarrer en Turquie. Le cynisme de Trump, représentant en chef des puissances impérialistes, est sans limite.

Ce qui le gêne n'est pas le fait que les dirigeants de la république islamique ont provoqué un bain de sang pour mater une révolte populaire qui menaçait leur pouvoir, et continuent de traquer tous ceux, en particulier les médecins, qui ont aidé les blessés à échapper

à leurs bourreaux. Ce n'est pas non plus que ce régime est une féroce dictature, anti-ouvrière et réactionnaire, qui permet aux familles bourgeoises iraniennes de s'enrichir en vendant les ressources pétrolières du pays, en plaçant leur fortune à l'étranger, en exploitant les travailleurs et en laissant les classes populaires dans le dénuement.

Ce que Trump reproche à ce régime, c'est de vendre son pétrole à la Chine et d'entretenir des relations avec la Russie malgré l'embargo décreté par les États-Unis. C'est d'armer le Hezbollah libanais ou les Houthis du Yémen, de développer un arsenal militaire et de vouloir se dorer de l'arme

nucléaire en refusant de se soumettre aux États-Unis. Au Moyen-Orient comme en Amérique latine, en Iran comme au Venezuela, les dirigeants américains veulent des régimes à genoux devant leurs exigences.

Il faut rappeler que c'est Trump lui-même, lors de son premier mandat, qui a déchiré l'accord signé en 2015 entre l'Iran, les États-Unis et l'Union européenne, qui imposait un contrôle international sur les installations nucléaires en échange d'une levée de l'embargo. Trump avait estimé que cet accord n'était pas assez contraignant. Et les dirigeants européens lui ont emboîté le pas, réactivant eux-aussi les sanctions économiques qui étranglent la population.

Aujourd'hui le régime est affaibli : il l'est à l'extérieur, suite aux coups portés au Hezbollah et au Hamas par l'armée israélienne, à la



La raffinerie d'Abadan, en Iran.

chute de Bachar al-Assad en Syrie, aux bombardements israélo-américains, sur Téhéran et les sites nucléaires en juin ; il l'est aussi à l'intérieur, avec la grave crise économique qui a été le déclencheur de la dernière révolte et la haine profonde que suscitent des dirigeants qui dégoulinent du sang de leur propre population. Si Trump accentue la pression, ce n'est pas pour venir au secours de celle-ci, mais pour

obtenir la soumission des dirigeants iraniens. Cette pression ira-t-elle jusqu'à provoquer une crise du régime, voire son effondrement ? Quelle que soit la réponse, pour le peuple iranien, toute intervention militaire américaine ajoutera des morts aux morts et toute « solution » apportée par l'impérialisme ne pourrait aboutir qu'à remplacer une dictature par une autre.

Xavier Lachau

États-Unis : l'ICE dans ses œuvres

INSTAGRAM CRYING SAILOR



Liam, l'enfant de 5 ans arrêté par l'ICE.

Les deux meurtres, dans les rues de Minneapolis, d'opposants à la politique violentement anti-immigrés de Trump ont provoqué une indignation contre les auteurs des coups de feu, qui appartiennent à deux agences fédérales : l'ICE et la CBP, la police des frontières.

L'ICE a été créée en 2002, quelques mois après les attentats ayant détruit les tours jumelles du World Trade Center à New York. Selon le gouvernement américain cette agence devait protéger les États-Unis du terrorisme, mais l'ICE fut tournée dès le départ contre les immigrés n'ayant rien à voir avec les islamistes qui avaient fait s'écraser des avions sur des immeubles. Une dizaine d'années après sa création, sous la présidence du démocrate Obama, les expulsions d'immigrés ont atteint un record.

Dès son retour à la Maison-Blanche il y a un an, Trump a mis en œuvre la

chasse aux immigrés bien plus bruyamment que ses prédécesseurs démocrates. Il a fait voter par le Congrès une augmentation considérable du budget de l'ICE, qui à présent dépasse celui de l'armée espagnole ! Ainsi l'ICE a pu doubler ses effectifs en 2025, atteignant 22 000 agents. Cette année, elle devrait en recruter 10 000 de plus. La CBP n'est pas en reste : elle s'équipe de drones militaires de surveillance « reaper » à 30 millions de dollars pièce.

« ICE recrute des Américains patriotes et courageux pour expulser les criminels étrangers, meurtriers, violeurs, terroristes, pédophiles en situation irrégulière dans nos rues », prétend son site internet. Pourtant, elle arrête des parents amenant leurs enfants à l'école, des ouvriers sur leur chantier ou dans leur usine, des jardiniers qui s'occupent d'espaces verts, des journalistes qui attendent des employeurs potentiels sur des parkings, etc. Bad Bunny, chanteur star qui s'exprime en espagnol, a refusé d'organiser des concerts aux États-Unis en disant craindre que l'ICE vienne y arrêter son

public...

Bien des Américains, au nom à consonance hispanique, ont été arrêtés et envoyés en centre de rétention avant même d'avoir pu faire reconnaître leur citoyenneté. Des personnes habitant depuis l'enfance aux États-Unis ayant un travail et une vie de famille, ont été raflées et expulsées. Les contrôles aux aéroports, censés protéger du terrorisme, deviennent des pièges : des immigrés vivant parfaitement légalement aux États-Unis, y sont arrêtés comme de criminels au prétexte qu'ils n'ont pas payé une amende routière. D'autres, convoqués après des années de démarches pour se voir délivrer un permis de résidence permanent, la « carte verte », sont embarqués sous les yeux de leur conjoint et de leurs enfants.

Ces policiers, qui traitent leurs cibles en ennemis d'État, se sentent assurés par le gouvernement de l'impunité en cas de brutalités, même filmées. Ils n'hésitent pas à tirer, quitte à mentir en prétendant avoir été menacés par de dangereux criminels. En 2025, l'ICE a

tué trois personnes et la CBP cinq, avant qu'en ce début 2026 chacune de ces agences tue un citoyen américain à Minneapolis.

Dans les centres de rétention, les prisonniers sont entassés dans des conditions indignes : en 2025, 32 personnes sont mortes sous la garde d'agents de l'ICE et déjà au moins six autres depuis début 2026.

Trump traite chaque jour les travailleurs immigrés de criminels. Non seulement il veut diviser, mais il se sert des ces troupes paramilitaires pour semer la terreur dans les quartiers populaires et étouffer toute contestation. Mais, dans l'agglomération de Minneapolis, peuplée de trois millions d'habitants, il est tombé sur un obstacle. Révoltés par les pratiques de l'ICE, au moins 34 000 personnes se sont inscrites dans des groupes voulant entraver son action et qui commencent à agir pour protéger leurs quartiers. Cette mobilisation est bien la seule chose positive qu'aura amenée la politique de Trump.

Lucien Détroit

Crans-Montana : où sont la justice et la vérité ?

Un jeune Suisse de 18 ans n'a pas survécu à ses brûlures, portant à 41 le nombre de morts dans l'incendie du 1^{er} janvier au bar Constellation de Crans-Montana, et 70 victimes sont toujours hospitalisées.

Samedi 31 janvier encore, des familles rassemblées dans une ville voisine ont exprimé leur colère, réclamant « la justice et la vérité » concernant cette catastrophe.

Pour ce qui est de la justice, les premiers éléments de l'enquête montrent qu'elle n'est pas pour demain, tant l'institution a montré, le lendemain même de l'incendie, que sa compassion n'allait pas vers les victimes et leurs proches, mais vers les gérants du bar. Après les avoir retenus quelques heures, la procureure les a relâchés et a minimisé les infractions graves à la sécurité dont ils étaient responsables, en les qualifiant de

« négligences », comme si le couple avait seulement oublié une pile d'assiettes sales dans un coin...

Ensuite, le public a appris, avec une semaine de retard, qu'à trois reprises les policiers avaient demandé que soient conservées des images de surveillance extérieure, dont une montrait la sortie de secours entravée. Comme par hasard, ces images s'étaient auto-détruites entre-temps ! La justice a aussi mis du temps à interroger deux employés de la sécurité de la ville qui, depuis cinq ans, auraient peu ou pas contrôlé des bars et discothèques : 54 de ceux-ci ne sont pas à jour et seuls 38 seraient en règle. Ont-ils omis d'y aller là encore

par « négligence », ou sur demande d'autorités soucieuses de ne pas bousculer des commerçants participant à la richesse de la ville ?

Concernant la vérité, ce n'est certes pas du côté du gérant Moretti qu'elle peut se situer. Il n'a cessé de mentir, affirmant sans vergogne que tout était conforme dans son établissement : l'issue de secours était ouverte, les extincteurs visibles, il avait testé lui-même la mousse du plafond à l'origine du sinistre, etc., et rejeté la responsabilité sur ses employés, à commencer par ceux morts dans l'incendie.

Mais plus l'enquête avance et plus les mensonges du couple Moretti éclatent en public, à commencer par leurs revenus, largement sous-évalués afin de faire baisser la caution exigée pour la remise en liberté du



mari. Entre leurs trois établissements en Suisse, les propriétés en France et les salaires confortables qu'ils s'octroient, le total de leur fortune serait estimé à un demi-milliard de francs suisses (soit environ 600 millions d'euros), bien au-delà des 10 000 déclarés ! Et le mystère plane toujours pour savoir quel millionnaire aurait payé la caution !

Rien n'est clair dans cet étalage odieux où un Moretti cherche à se disculper, tandis que les autorités

communales et judiciaires regardent ailleurs. Les 41 morts, en majorité des jeunes, les survivants dont l'avenir a été détruit et qui, toute leur vie, porteront les séquelles physiques et morales de ce qu'ils ont vécu, tout cela semble ne plus exister pour les uns et les autres. Quant aux proches des victimes, qui réclament justice et vérité, ils n'ont pour l'instant que ce tableau sordide qui ne calmera pas leurs souffrances.

Marianne Lamiral

Erika : 26 ans de pollution

Des oiseaux marins mazoutés, retrouvés sur des plages du Finistère entre le 16 et le 22 janvier, auraient été victimes de fuel échappé de l'épave du pétrolier Erika, qui a sombré... en 1999 !

En fait, cela n'a rien de surprenant ni d'exceptionnel. Mois après mois, la Ligue de protection des oiseaux recueille sur les plages du Finistère des corps de volatiles mazoutés, résultat des différentes marées noires qui ont affecté la Bretagne. En effet, même quand il est possible de récupérer une partie du chargement d'un pétrolier

qui a fait naufrage, « *on ne peut pas le pomper intégralement* » et il peut y avoir longtemps après « *des libérations de fuel dans l'environnement* », explique un responsable du Cedre, un laboratoire spécialisé dans les pollutions accidentelles des eaux. Celui-ci confronte actuellement les prélevements sur des oiseaux à la composition du fuel que transportait l'*Erika*, affrété par Total. Quelque 20 000 tonnes de fuel lourd avaient alors souillé les côtes sur 400 kilomètres, provoquant entre autres la mort de 150 000 à

300 000 oiseaux. « *Nous ne sommes pas juridiquement responsables* », avait plaidé Total en faisant traîner la procédure. La société a fini par être condamnée en septembre 2012 à 375 000 euros d'amende et à payer une toute petite partie de ce que demandaient les collectivités et les associations qui avaient assumé le nettoyage des côtes.

Les bénéfices du trust pétrolier ont battu un nouveau record l'année qui a suivi la catastrophe et n'ont pas été égratignés par la suite. Total a même tenté, sans beaucoup de succès semble-t-il, de tirer profit ce qui a été pompé de l'*Erika*, en s'associant à Bouygues qui utilise des résidus de produits pétroliers pour les routes. En tout cas, ce qui reste au fond des cuves n'a aucune chance de rapporter, et tant pis pour la pollution que cela continue d'occasionner : Total-Energies s'en lave les mains.

Jean Sanday

Pompiers – Nord : il faut embaucher !

Jeudi 29 janvier, des centaines de pompiers venus de tout le département du Nord ont enfoncé un barrage policier pour pénétrer dans leur propre centre départemental, à Lille.

Les manifestants exigeaient des embauches pour pouvoir porter secours efficacement à la population, combattre le feu, intervenir sur les accidents et effectuer toutes leurs missions indispensables. Ils remarquent que leur temps d'intervention moyen a augmenté d'une minute et demie, ce qui montre une dégradation.

Le président du conseil départemental, l'organisme qui finance le SDIS, service départemental d'incendie et de secours, a prétendu que les crédits alloués aux pompiers augmentaient régulièrement. Malgré tout, devant

la colère et la détermination des manifestants, les autorités ont fini par promettre 30 postes supplémentaires en CDI et évoquer la création de 20 autres. Les pompiers, eux, estiment qu'il en faudrait 162. Le département a également cédé sur l'interdiction du port de la barbe, sous peine de licenciement, une mesure vexatoire et stupide qui révulse bien des pompiers.

Il y a, dans un département de plus de 2,6 millions d'habitants, comptant de nombreux sites industriels et de non moins nombreuses zones de logements

dégradés, 2 700 agents du SDIS dont 2 200 pompiers. Ils sont aidés par 4 600 volontaires, sans lesquels pas grand-chose ne serait possible. La moyenne d'âge des pompiers professionnels dépasse 41 ans. Le département leur a alloué l'an passé 103,5 millions d'euros.

En 2018, la chambre régionale des comptes s'était penchée sur le SDIS Nord pour conclure qu'il fallait faire des économies. Le conseil départemental a visiblement suivi ce conseil, en réduisant le financement, en remplaçant tout juste les départs en retraite et donc en laissant se dégrader le service, au risque de la vie et de la santé de la population et des pompiers eux-mêmes.

Paul Galois



FTV VIRGINIE DEMANGE

Capgemini: champion français... de la chasse aux étrangers

Le groupe Capgemini, spécialisé dans les hautes technologies, a été pris la main dans le sac par des journalistes qui ont rendu publics ses contrats avec ICE, la police de l'immigration du gouvernement américain.

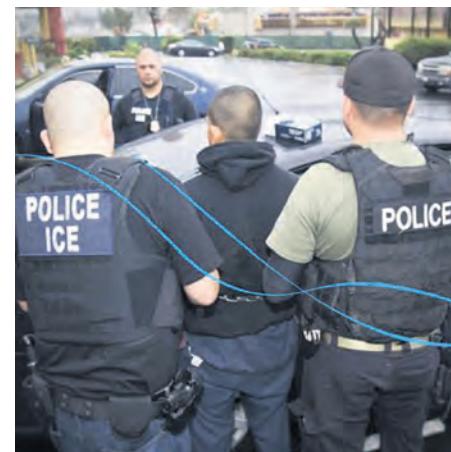
En effet, les logiciels informatiques développés par cette entreprise sont très utiles à ICE. Ils permettent d'identifier des personnes par reconnaissance faciale, puis de fouiller les réseaux sociaux et autres sites internet pour collecter et recouper des informations afin de pouvoir repérer et traquer ceux que la police recherche.

Depuis ces révélations par la presse, la direction de Capgemini, couverte par les membres du gouvernement français, a joué l'innocence, prétendant qu'elle n'était pas au courant des activités de sa filiale américaine... qui bénéficie pourtant d'un accord spécial avec les services de sécurité et de la défense des États-Unis depuis des années. Et, pour se

blanchir, elle a décidé dans l'urgence de vendre cette filiale.

Mais les journalistes enquêteurs ont rappelé qu'avant que le groupe ne commence à faire le ménage, on pouvait lire sur son propre site internet la déclaration suivante : « *L'équipe de Capgemini travaille en étroite collaboration avec la police américaine pour l'aider à expulser tous les étrangers en situation irrégulière des États-Unis* » !

Il y a, paraît-il, une orgie mondiale de toutes les entreprises spécialisées



SHAPING
POSITIVE
FUTURES

*DENONCE TON VOISIN, UTILISE VOICE
(VICTIMS OF IMMIGRATION CRIME
ENGAGEMENT), UNE SOLUTION CAPGEMINI*

Montage fait par la CGT de Capgemini.

dans les hautes technologies, autour du marché de la traque et de la surveillance aux États-Unis. La police de l'immigration ICE ayant vu son budget grandir de 8 à 28 milliards de dollars, cela représente des opportunités de contrats bien trop substantielles pour que la moindre morale entre en

jeu dans les calculs de compagnies comme Capgemini. Il n'est d'ailleurs pas le seul groupe français concerné, l'entreprise Thalès étant aussi sur le coup.

L'argent n'a pas d'odeur ? Celui des grands trusts, si ! Et il pue la complicité avec les pires exactions.

Pierre Royan

Repas étudiant à un euro : c'est du flan !

Pour ne pas paraître soutenir Lecornu trop ouvertement, le PS avait monnayé son appui au budget en échange de mesures pouvant apparaître comme des concessions.



Parmi celles-ci figuraient les repas à un euro pour tous les étudiants... sans qu'il n'ait, semble-t-il, été question de mettre sur la table les moyens nécessaires.

Aujourd'hui, les restaurants universitaires gérés par les Crous proposent déjà des repas à un euro mais, depuis 2021, uniquement aux boursiers ainsi qu'aux étudiants en mesure de monter un dossier démontrant une situation de précarité. Malgré cela, un tiers

des étudiants déclarent sauter régulièrement un repas pour des raisons financières, une situation révoltante mais peu étonnante au vu de l'explosion des prix alimentaires (+ 23 % en quatre ans, d'après l'Insee).

Une loi généralisant ces repas à l'ensemble des étudiants avait déjà été votée, mais croupissait depuis janvier 2024 quelque part dans le dédale parlementaire. Le coût de cette extension avait alors été évalué à 90 millions d'euros par an. Or seulement 30 millions sont prévus dans le budget actuel pour la période de mai à décembre ! Le gouvernement

table donc sur le fait que ce serait aux budgets des Crous, qui gèrent également les logements étudiants, de prendre en charge la promesse gouvernementale en prenant sur leurs autres missions.

Des travailleurs des Crous dénoncent aussi le fait que, déjà, les restaurants universitaires sont souvent saturés et que rien n'est prévu pour accueillir les étudiants supplémentaires attirés par la nouvelle annonce, ni pour préparer les repas supplémentaires. Contrairement à ce que Lecornu et consorts semblent imaginer, ils ne vont pourtant

pas se faire tout seuls ! Les Crous distribuent 50 millions de repas par an, et les syndicats évaluaient déjà à 800 postes à temps plein le nombre d'emplois manquants à l'heure actuelle, sans parler des cuisines sous-dimensionnées ni du matériel souvent au bout du rouleau.

Des repas à un euro pour tous, mais pas de personnel ni de locaux supplémentaires pour les préparer et les distribuer : voilà ce que les macronistes appellent « la méthode Lecornu », et le Parti socialiste « une victoire politique ».

Sacha Kami

Haute-Marne et Aube : formations supprimées, jeunes sacrifiés

La région Grand Est vient de décider de tailler à la hache dans le programme régional de formation (PRF) de l'Aube et de la Haute-Marne, un dispositif public pourtant indispensable.

Le programme permet à des milliers de jeunes et de chômeurs d'accéder à une formation, de construire un projet professionnel et, pour les plus précaires, de toucher une maigre rémunération pour survivre pendant leur parcours.

Ainsi, en 2025, le programme comportait 58 formations mais, en 2026, il n'en restera plus que 19, soit une suppression de plus des deux tiers. Le nombre de places passant de 1 400 à 400, plus de 1 000 jeunes et

demandeurs d'emploi seront laissés sur le carreau. Les formations supprimées sont souvent la seule porte d'entrée pour des jeunes sans diplôme, des chômeurs de longue durée ou des personnes cassées par des années de petits boulots et de chômage. Ces dispositifs, largement utilisés par les missions locales et France Travail, permettent à des travailleurs sans emploi de reprendre pied. Les supprimer, c'est aggraver leur galère.

Les structures de formation et leurs salariés sont eux-mêmes touchés. Moins de financements, moins de formations, cela signifie des emplois menacés, des savoir-faire détruits et une dégradation des conditions de travail.

Pendant que l'État et les collectivités arrosent les grandes entreprises d'aides publiques sans contrôle, on explique qu'il n'y aurait « plus d'argent » pour former les jeunes et accompagner les chômeurs. S'en prendre ainsi à la formation professionnelle, c'est renforcer l'exploitation et l'injustice sociale.

Correspondant LO

Limoges : les "sans-train" expriment leur colère

Samedi 31 janvier, 700 personnes se sont rassemblées à la gare de Limoges pour manifester contre la destruction des transports ferroviaires, en particulier des petites lignes.

Les manifestants venus de Nouvelle Aquitaine, d'Occitanie ou d'Auvergne, subissent les conséquences des décisions de l'État ou des régions. Les responsables politiques de droite ou de gauche décident du seul point de vue de la rentabilité ou se renvoient la

balle sur qui doit payer les travaux de maintenance.

Pourtant, partout, ces lignes sont indispensables à des dizaines de milliers d'usagers, en particulier pour aller travailler. Dans la manifestation, une pancarte disait « *on veut des trains, pas des Rafale ou des drones* », pointant l'austérité appliquée aux services à la population à côté des milliards qui coulent à flots pour préparer la guerre.

Correspondant LO

La Cellulose - Saint-Gaudens : chantage à l'emploi

L'usine Fibre Excellence, plus connue sous le nom La Cellulose, produit depuis 1959 280 000 tonnes de pâte à papier par an.

Reconstruite en 1992, cette usine emploie 270 personnes à Saint-Gaudens, en Haute-Garonne ; le groupe exploite un autre site à Tarascon, dans les Bouches-du-Rhône, lui aussi menacé.

Au-delà des 600 salariés du groupe, des milliers d'emplois indirects sont aussi sur la sellette. Le groupe dégage 300 millions d'euros de chiffre d'affaires et permet au principal actionnaire de percevoir depuis des années des dividendes plus que confortables, par exemple 4 400 000 euros en 2024.

Son PDG, Jackson Wijaya, a une fortune de 11 milliards de dollars et a acquis récemment 22 millions d'hectares de forêt au Canada. Loin d'être sur la paille, le groupe se livre à un bras de fer avec l'État pour obtenir un meilleur prix de l'électricité produite sur ses sites. Actuellement celle-ci est rachetée à 120 euros le mégawattheure, ses dirigeants en veulent 250, comme pour une usine concurrente de Gardanne. Invoquant une hausse des prix du bois et des produits chimiques, ils

font un chantage odieux à la fermeture de l'usine, car, pour eux, pas question de prendre sur les profits antérieurs ou de voir leurs dividendes diminuer.

Les 270 salariés sont très inquiets et c'est toute la région qui craint de voir disparaître le principal employeur. Samedi 31 janvier, 2 000 personnes ont manifesté, sous des trombes d'eau, pour défendre les emplois du site. Ce n'est qu'un début, et les travailleurs de La Cellulose savent que seule leur mobilisation pourra sauver leurs emplois.

Correspondant LO



Eureenco - Bergerac : débrayages pour les salaires

Mardi 3 février, environ 130 salariés d'Eureenco se sont rassemblés devant l'usine de Bergerac, qui compte pour le moment environ 600 travailleurs, dont 120 intérimaires. À l'appel de la CGT et FO, ils demandent 135 euros de plus par mois, pendant que le patron leur en offre 27 !

Sur ce site, fleuron de la production de poudre pour les canons César, les travailleurs à la production sont au smic. Seules les primes de nuit permettent de dépasser 2 000 euros. Encore faut-il tenir le coup du rythme en production, fait de deux jours de travail de 4 heures à 12 heures, puis de deux de 12 heures à 20 heures et enfin de deux autres de 20 heures à 4 heures. Les cadences ne cessent d'augmenter du fait de la demande.

Correspondant LO

Comme le dit une ouvrière, « *on est déjà en guerre et le patron a besoin de nous, alors il faut qu'il paye avant qu'on se retrouve réquisitionnés* ».

Le matin du débrayage, un proche du directeur est arrivé dans un atelier en disant « *Salut les grévistes !* » Testant les réactions, il a ajouté : « *S'il y en a qui ne sont pas contents, ils ne sont pas obligés de rester et peuvent aller cueillir les pommes.* » Cela a beaucoup choqué et, en plus du barbecue, une brochette de pommes s'est invitée sur les grilles de l'usine ! Après ce 2^e débrayage en une semaine, l'idée revient souvent dans les discussions entre grévistes qu'« *il ne faut pas lâcher* ».

Correspondant LO

GXO - Angers : grève contre la rapacité patronale

Les travailleurs de la plateforme logistique GXO de Saint-Léger-de-Linières, à proximité d'Angers, sont en grève depuis le vendredi 30 janvier.

Ils sont une quarantaine à travailler sur ce site pour approvisionner les magasins Leroy Merlin de la région. Alors que l'entreprise réalise de très bons résultats, la direction a annoncé la baisse de 200 euros de la prime d'intéressement devant être versée aux salariés cette année. Face à cette

décision choquante, la majorité des travailleurs et la quasi-totalité des ouvriers en logistique ont cessé le travail dès le vendredi matin. Après avoir reconduit la grève au lundi suivant 2 février, ils ont tenté de s'adresser aux travailleurs d'un autre entrepôt GXO du département. Malgré

les difficultés, les grévistes n'ont pas baissé les bras et ont voté, en assemblée générale et à l'unanimité, la reconduction de la grève au lendemain, avec en tête de nouvelles actions pour faire connaître leur mouvement. Ils sont décidés à ne pas se laisser faire face à la rapacité patronale, qui va jusqu'à refuser de partager la moindre petite part du gâteau.

Correspondant LO

Stellantis - Melfi (Italie) : 200 travailleurs à la rue

Depuis presque trois mois, à Melfi, dans le sud de l'Italie, les travailleurs de deux entreprises sous-traitantes campent devant l'usine Stellantis (ex-Fiat) pour défendre leur emploi.

Ceux de l'entreprise PMC Automotive se sont installés là le 13 octobre 2025. Il y a quelques années, ils étaient encore salariés de la Fiat. D'abord déplacés dans un bâtiment séparé, ils sont devenus employés de cette filiale, continuant

à assembler des éléments pour Fiat devenue Stellantis. Puis celle-ci a interrompu ses commandes à PMC, laissant 95 travailleurs sur le carreau, aujourd'hui licenciés. Début novembre 2025, le même processus a été engagé pour les

129 travailleurs de Tiberina, une autre entreprise sous-traitante elle aussi issue de l'externalisation d'une partie des activités de l'usine Stellantis. Là aussi, la fin des commandes de celle-ci ne laisse à ces salariés que la perspective du chômage.

Plus de 200 travailleurs sont donc aujourd'hui victimes du procédé. L'externalisation des activités a

été de la part de Stellantis une façon de préparer des licenciements dont elle prétend n'être pas responsable. À juste titre, les travailleurs de PMC et de Tiberina répondent que puisque Stellantis a créé le problème, c'est à elle de le résoudre en les réintégrant.

De leur côté, les confédérations syndicales réclament du gouvernement qu'il intervienne par un « plan industriel », c'est-à-dire en substance par des aides à Stellantis pour lui permettre de maintenir l'emploi. Les responsables politiques locaux et nationaux se succèdent également pour faire des promesses et surtout se montrer, comme l'a fait Carlo Calenda, dirigeant du parti « Action » pour réclamer que John Elkann, représentant de la

famille Agnelli, « prenne ses responsabilités », voire se lance dans la production de guerre... Diverses rencontres au ministère dit du « Made in Italy » du gouvernement de Giorgia Meloni ont aussi eu lieu, sans autre résultat que des réponses dilatoires.

Stellantis va-t-elle pouvoir continuer, par ce procédé, à mettre ses travailleurs dehors les uns après les autres ? Une chose est certaine : l'entreprise a accumulé des milliards de profit grâce au travail de ces ouvriers, il n'est pas question que ceux-ci soient réduits à la misère. Alors aujourd'hui elle doit payer en maintenant les emplois et en tout cas les moyens de vivre, c'est-à-dire des salaires pleins et entiers.

André Frys



Port de Marseille: marins en grève



CORSE NET INFOS

Lundi 2 février, des marins grévistes des compagnies Corsica Linea et La Méridionale ont utilisé les canots de sauvetage de leurs navires pour bloquer l'accès nord du port de Marseille. Un paquebot de croisière et plusieurs ferries attendaient encore en mer mardi 3 février.

Les grévistes, organisés par la CGT des marins, entendent protéger leurs emplois et, plus spécifiquement, leurs emplois aux conditions du « premier registre français ». Cette classification assure aux marins des conditions de salaire, de temps de travail, d'assurance et de retraite, comparables à celles de tous les salariés de droit français. Il existe en effet un autre registre, « le registre international français », RIF, qui permet d'embaucher des équipages aux conditions internationales. Selon ces dernières, par exemple, les trois quarts des marins des grands cargos n'ont pas mis pied à terre dans les six derniers mois...

Jusque-là les compagnies ayant des délégations de service public pour relier les îles françaises, particulièrement la Corse, et le continent, celles des ferries intérieurs à l'UE et celles faisant la navette avec le Maghreb, étaient au premier registre. Mais elles sont concurrencées par des compagnies, MSC en Méditerranée, DFDS

en Manche et d'autres, qui payent leurs équipages au tarif international, dont le minimum légal n'atteint pas l'équivalent de 700 euros par mois, et les font travailler quasiment sans limite.

La première réponse, la loi dite Le Gac, a consisté à imposer des limitations à ces compagnies, comme par exemple de contrôler que les équipages ne travaillent pas plus de 14 jours de suite. Les contrôleurs des ferries de la Manche rapportaient début janvier, après un an de loi Le Gac, que les marins faisaient 14 jours en Manche... puis continuaient ailleurs sur d'autres bateaux de la même compagnie. L'État se montre donc incapable de contrôler et refuse en fait de le faire.

L'autre réponse, celle des directions syndicales depuis un demi-siècle et encore aujourd'hui, est de demander à l'État de forcer les compagnies françaises à rester au premier registre, quitte à les subventionner, et d'interdire le marché aux autres. C'est, au fond,

ce qu'a fait l'État français de l'époque de Louis XIV à celle de De Gaulle... pour le plus grand bénéfice des armateurs. Et les armateurs s'y conformaient, tant qu'ils y gagnaient.

Mais l'époque a changé et Saadé, le propriétaire et dirigeant de la CMA CGM, première compagnie française et troisième au monde dans le transport de conteneurs, a donné sa réponse. Aucun de ses 400 grands cargos n'est au premier registre. Les bateaux de La Méridionale, une filiale de la CMA CGM, le sont, par force, puisqu'ils assurent les lignes vers la Corse. Mais la rentabilité de La Méridionale baissant, Saadé voudrait vendre la compagnie, avec tous les risques d'un changement de régime pour les équipages.

Après ceux de la Manche, les marins de Marseille défendent donc leurs emplois et leurs conditions de vie avec les moyens à leur disposition. L'expérience de la pression continue à la baisse sur les équipages, de la part de tous les armateurs et de tous les gouvernements, leur a certainement appris à n'avoir confiance que dans la pression qu'ils peuvent, eux, exercer.

Paul Galois

Biocoop – Paris 19^e: les travailleurs ont gagné!

Après un mois de grève, les employés du Biocoop de la place des Fêtes, dans le 19^e arrondissement de Paris, sont sortis victorieux du bras de fer qui les opposait à leur patronne.

Fin janvier, ils ont signé un accord de fin de conflit dans le cadre d'une médiation de l'inspection du travail.

Les 16 grévistes n'acceptaient plus les pratiques telles que les humiliations, les pressions constantes, intimidations, surveillances abusives et les violences verbales. Déterminés à ne rien lâcher, ils ont obtenu la mise en retrait de la gérante et une augmentation de salaire allant de 9 % à 6 % sur deux ans.

Tout du long, ils ont

été encouragés par la population du quartier et le soutien de travailleurs des Biocoop de toute la France. Malgré les intimidations diverses, les interventions de la police, d'un cabinet d'huissiers, de cadres de Biocoop, ils ont tenu bon, ont eu gain de cause et sont sortis du conflit la tête haute.

Correspondant LO

Brandt – Loiret: sauver les marques ou les salariés ?

Le 1^{er} janvier, les 700 travailleurs de Brandt recevaient, en guise de vœux de bonne année, leur lettre de licenciement. Le 5 février, le tribunal de Nanterre devait examiner différentes offres de rachat.

il ne faut pas que ces marques partent à l'étranger.

Mais les actionnaires du CAC 40 français se portent très bien, tout comme ceux qui ont jeté à la rue les travailleurs de Brandt comme de vulgaires kleenex. Seuls les travailleurs, à qui on impose des salaires au rabais, se sont appauvris et le fait que les marques restent françaises ne leur donne aucune garantie, ni de salaire ni d'emploi.

Elles restent donc à imposer !

Correspondant LO



NICOLAS TERRIEN

SNCF – Orléans-Les Aubrais: l'attaque ne passe pas

En gare d'Orléans et des Aubrais, les agents de manœuvre, d'accueil et de vente viennent d'apprendre que la direction veut supprimer six postes d'ici à la fin de l'année.

Elle justifie son attaque par le remplacement des vieilles rames Corail par du matériel neuf qui, selon elle, nécessiterait moins de personnel.

Les cheminots concernés savent que c'est un prétexte, et que l'objectif de la direction est de faire plus de profits sur leur dos. Ils le comprennent d'autant mieux qu'il y a deux ans ils s'étaient mobilisés contre la suppression d'une douzaine de postes, sous le même prétexte. La direction avait dû en partie reculer, mais aujourd'hui elle revient à l'attaque.

Cette annonce suscite de

l'inquiétude et de la colère. En effet, alors qu'aux heures de pointe ou lors de situations perturbées les agents en gare sont déjà débordés, il n'est pas question pour eux d'être moins nombreux et de travailler plus.

Pour les cheminots à qui on demande de se trouver un autre poste, c'est l'incertitude totale. La direction tente de faire passer la pilule en leur disant que leur avis sera pris en compte et que tout le monde retrouvera une place. Mais la majorité se méfie de ces belles promesses et n'a pas l'intention d'attendre passivement.

Correspondant LO

Compagnies aériennes: mieux protégées... des passagers

Au 1^{er} février, une nouvelle réglementation s'est imposée en France, comme dans le reste de l'Union européenne, en matière d'indemnisation des passagers par les compagnies aériennes, notamment en cas de retard ou d'annulation de vol.

Les compagnies la réclamaient depuis des années, les gouvernements européens viennent de leur donner satisfaction. En effet, sans entrer dans le détail des opérations visées et des démarches à entreprendre, trois choses apparaissent clairement.

D'abord, il sera plus difficile au passager lésé de déposer plainte et a fortiori d'obtenir satisfaction. Il ne pourra plus saisir directement la justice mais devra s'adresser à un médiateur. Ensuite, la procédure à suivre est si complexe que le touriste dont on a égaré un bagage risque de préférer – et c'est le but recherché par

les compagnies et les États – renoncer à porter plainte. Et si d'aventure il persiste, la seule chance pour lui de s'y retrouver dans le maquis procédurier sera de louer les services d'un avocat. Bref, les démarches s'annoncent d'emblée coûteuses, et même d'un montant dépassant souvent le plafond des indemnités prévues.

En outre, l'indemnisation maximale possible a été revue à la baisse pour tous les problèmes liés à l'acheminement des passagers et des bagages, les compagnies estimant que la situation actuelle ne leur est pas assez favorable. Pourtant, se faire rembourser

en tout ou partie en cas de responsabilité du transporteur tient déjà du parcours du combattant, et les passagers indemnisés sont bien moins nombreux que les déboutés. Mais que ne feraient pas les États pour complaire aux capitalistes du transport aérien et leur éviter ce qui pourrait écorner leurs profits !

Cependant, les passagers voulant faire valoir leurs droits ne seront pas tous encore plus mal traités désormais. Certes, le tout-venant n'aura qu'à espérer ne pas subir d'incident de parcours. Mais les passagers voyageant en première et autres classes de luxe, avec des billets qui coûtent plusieurs mois de ce que gagne un salarié moyen, n'ont guère de souci à se faire. Outre qu'ils ont généralement un avocat pour les défendre, fourni ou pas par leur entreprise, ils constatent que les compagnies se disputent leur clientèle. Alors, avec ou sans changement des règles d'indemnisation, ils savent qu'en cas de problème, les compagnies seront aux petits soins pour eux. Question de classe, et pas seulement sur le coupon de vol...

Pierre Laffitte



PUBLIC DOMAIN/PICTURENET

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskiste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskiste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exercent elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskistes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal février 2026.

Toute correspondance à **LUTTE OUVRIÈRE** - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Air France: des millions pour les actionnaires

Dans la foulée du vote du budget 2026 à l'Assemblée nationale, l'État vient d'annuler la dette de 728 millions d'euros qu'Air France devait encore lui rembourser.

On se souvient que, lors de l'épidémie de Covid et de la chute du trafic aérien mondial qu'elle avait provoquée, l'État français avait, comme ses homologues avec leurs propres compagnies nationales, octroyé de grosses aides financières à Air France, des sommes présentées alors comme des prêts.

Cela avait permis à la compagnie aérienne de traverser ce trou d'air financier sans dommages, ce qui n'avait pas été le cas de son personnel, dont elle avait encore réduit les effectifs et gelé les salaires.

Depuis, le trafic aérien a retrouvé et même dépassé son niveau d'avant-Covid, et les profits des grandes compagnies aussi. Cela a ainsi permis à Air France de s'offrir la compagnie scandinave SAS l'an dernier et de se mettre maintenant sur les

rangs pour tenter de récupérer la compagnie portugaise TAP.

Ce nouveau cadeau budgétaire fait à Air France n'a pas donné lieu à une publicité excessive, ni à trop de commentaires dans les médias. Et pour cause ! Cela aurait eu un caractère trop provocant, au moment où ministres, président et partis de gouvernement agitaient l'épouvantail d'un État étranglé par une dette publique « abyssale », dans le seul but d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Et quoi qu'aient prétendu les partis dits d'opposition tel le PS pour se coucher devant Lecornu lors du vote du budget, cela confirme que celui-ci sert prioritairement à subventionner les gros capitalistes.

Correspondant LO

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

TotalEnergies : sanglants profits

TotalEnergies a annoncé la relance de son projet gazier géant au Mozambique qui avait été suspendu en 2021. Le trust réclame parallèlement 4,5 milliards de dollars à l'État mozambicain, au titre de compensation pour le retard pris.

Le gisement est situé dans le nord du pays, dans la province de Cabo Delgado. En 2018, la Banque africaine de développement lui attribuait des réserves de 5 000 milliards de mètres cubes de gaz. « Suffisamment pour approvisionner la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie pendant près de 20 ans » estimait-elle. Ce fut la ruée vers le gaz. TotalEnergies mais aussi les compagnies américaine ExxonMobil et italienne Eni mirent en chantier un site où le gaz devait être extrait en mer pour que des usines installées à terre puissent le liquéfier et qu'il soit exporté par navire vers les pays riches. Le pactole découvert sur son sol devait ainsi être volé à la population, comme toutes les richesses minérales et gazières découvertes en Afrique.

Le Mozambique est l'un des dix pays les plus pauvres du monde, le choléra y fait actuellement des ravages et chaque année des cyclones meurtriers détruisent les habitations et les cultures, mais ce sont les profits des magnats du pétrole que le gaz devait alimenter. Les compagnies se soucient tout au plus d'arroser les gouvernements en prévoyant de leur reverser une maigre part des bénéfices escomptés, par le biais d'un fonds souverain, officiellement destiné au développement du pays. Il ne pouvait en réalité servir qu'à

Daniel Mescla



Installations de Total à Cabo Delgado, au Mozambique.

Film "Palestine 36": la révolte arabe

Palestine 36, un film que l'on peut voir actuellement dans les salles de cinéma, retrace fort à propos la grande révolte arabe des années 1936-1939 en Palestine, alors sous mandat britannique, et la violence de la répression qu'elle subit.

Dans ce Moyen-Orient que les impérialismes français et britannique s'étaient partagé à la fin de la Première Guerre mondiale, un soulèvement des masses arabes contre cette domination éclata en avril 1936. La révolte s'étendit à l'Irak sous mandat britannique, mais aussi à la Syrie et au Liban dominés par la France, et toucha même le Maghreb, lui aussi sous domination française.

Le film se concentre sur la Palestine et commence en montrant les premières grèves des ouvriers arabes, en particulier ceux des ports. Ils réclamaient la fin de la misère et l'égalité de traitement entre ouvriers juifs et arabes. La lutte de ces ouvriers trouva un écho profond dans les campagnes, où les paysans se voyaient eux aussi réduits à la misère parce que les grands propriétaires fonciers arabes, dont ils cultivaient auparavant les terres, les vendaient à des colons juifs. Ils se trouvaient donc expulsés. En 1936, ils se révoltèrent non seulement contre cette colonisation impulsée par les organisations sionistes, mais aussi et surtout contre la domination anglaise, principale responsable de la situation. Si, en Palestine, la révolte arabe débuta par des affrontements meurtriers avec les Juifs, elle se dressa avant tout contre l'oppression coloniale. À travers le parcours de l'un des personnages principaux, le film montre l'extension de la révolte et la naissance de véritables groupes armés se lançant à l'assaut de l'occupant britannique.

La répression fut particulièrement violente. L'armée britannique, chargée de maintenir l'ordre colonial

dans un vaste empire s'étendant de l'Irlande à l'Inde, avait dans ce domaine une très longue expérience. Il fallut 30 000 soldats pour venir à bout du soulèvement arabe. Des villages furent entièrement rasés, des milliers de maisons détruites, y compris dans des grandes villes comme Jaffa. Un des officiers responsables des opérations, un certain Orde Wingate, représenté dans le film, se spécialisa dans les raids nocturnes contre les villages et l'utilisation des enfants comme otages pour attraper les parents. Une sorte de Bigeard anglais ! Plus de 50 000 Palestiniens furent emprisonnés dans des camps de concentration ou déportés aux Seychelles. On estime que le nombre des morts, blessés et exilés, s'éleva à 10 % de la population arabe de la région.

Le film n'oublie pas de montrer, même succinctement, l'hypocrisie des

bourgeois palestiniens des villes, dont la principale préoccupation était de trouver une place dans l'ordre social existant. Si certains collaboraient clairement avec les Britanniques et les institutions sionistes, ceux qui soutiennent le mouvement des masses ne le firent pas dans l'objectif de les libérer de l'oppression ; les dirigeants nationalistes arabes qui se retrouvèrent à la tête de la révolte firent au contraire tout leur possible pour la vider de ses contenus sociaux et la réduire à un affrontement entre communautés, visant en particulier les Juifs. L'attitude des colons juifs les y aida, y compris d'une grande partie de ceux qui se réclamaient du socialisme, qui choisirent le camp des Britanniques et formèrent des milices pour aider à mettre fin à cette révolte.

Ce film a donc le mérite de rappeler l'origine des guerres et des conflits qui ravagent encore aujourd'hui le Moyen-Orient, et la responsabilité des puissances coloniales.

Marion Ajar



Iran : hypocrisie européenne

L'Union européenne vient de qualifier officiellement d'organisation terroriste les « gardiens de la révolution » iraniens.

Ces milices, qui ont mené la violente répression contre les manifestants, sont férolement hostiles aux classes

populaires. Mais avec cette décision, les grandes puissances européennes s'achètent une bonne conscience, elles qui soutiennent bien des dictatures telles que le régime iranien et qui ont couvert bien d'autres massacres, comme celui de la

population de Gaza soumise au terrorisme d'État de Netanyahu.

Le peuple iranien n'a rien à espérer du soutien de ces puissances impérialistes, qui ne sont intéressées que par les richesses du pays.

A. R.